

Communiqué de presse Paris, le 26 juin 2019

***50 ans après Stonewall : Le regard des Français sur l'homosexualité et la place
des LGBT dans la société***

LGBTphobies : état des lieux 2019

Il y a 50 ans, les émeutes de Stonewall à New York initiaient le mouvement de lutte contre l'homophobie et la transphobie. En cette occasion, la Fondation Jasmin Roy Sophie Desmarais, dont la mission est de lutter contre la violence, le harcèlement et l'intimidation, dévoile aujourd'hui les résultats de son second sondage mené par l'Ifop. Après avoir exposé l'état des LGBTphobies en France en mai dernier en collaboration avec la Fondation Jean-Jaurès et la DILCRAH, ce deuxième volet révèle de nouveaux chiffres sur l'acceptation de la condition LGBT dans la société.

De nombreux progrès ont été faits en ce qui concerne l'acceptation de l'homosexualité. En 1975, 42% des Français considéraient l'homosexualité comme une tare. Ce chiffre a drastiquement diminué pour atteindre les 8% aujourd'hui. Nous constatons toutefois que la réalité transgenre est bien moins acceptée puisque 39% des répondants en 2019 estiment que les personnes qui veulent changer de sexe ont un problème psychologique.

« L'homosexualité était encore considérée comme une pathologie psychiatrique jusqu'en 1992 en France. Ce changement de paradigme a contribué à cette évolution de l'acceptation dans la société, a commenté Jasmin Roy, président de la Fondation Jasmin Roy Sophie Desmarais. Aujourd'hui, 85% des répondants considèrent que l'homosexualité est une manière comme une autre de vivre sa sexualité alors qu'ils étaient seulement 24% en 1975. Les chiffres sont encourageants même s'il reste du travail. »

Contrairement aux idées reçues, le sondage montre que le taux d'acceptation ne change que très peu selon l'âge : 73% des moins de 35 ans acceptent bien l'homosexualité contre 67% pour les 65 ans et plus. Étonnant également, l'homosexualité est moins acceptée en ville avec 79% d'adhésion en agglomération parisienne alors qu'elle est de 86% en province et de 89% dans les milieux ruraux.

Les Français davantage conscients des progrès à faire

Pour 65% des personnes interrogées cette année (contre 43% en 2004), les récentes agressions à l'égard des personnes homosexuelles prouvent bien que l'homophobie est encore importante. 30% des répondants trouvent que la société française reste encore indifférente, voire crispée (42%) face aux revendications homosexuelles pour plus d'égalité. D'ailleurs, la majorité des Français est d'accord pour que les personnes LGBT aient les mêmes droits que les autres, notamment en ce qui concerne le droit familial:

- 89% des répondants estiment que les couples de même sexe avec enfants doivent avoir les mêmes protections juridiques que les autres familles.
 - 83% considèrent les couples homosexuels capables d'élever des enfants, contre 66% en 2005. Les Français considèrent en général qu'il y a peu de différences que ce soit deux mères (taux d'acceptation de 72%) ou deux pères (un taux d'acceptation de 68%).
- 78% pensent que l'état civil des personnes transgenres doit pouvoir être changé simplement et sans être conditionné à une opération.

83% pensent que l'État devrait mettre davantage de moyens pour lutter contre les actes homophobes, que ce soit dans la mise en place de moyens pour accompagner les victimes d'agressions envers les LGBT (90%), dans l'instauration de plus de mesures éducatives pour l'acceptation des différences d'orientation sexuelle ou d'identité de genre (86%) et dans la prise en compte des problématiques LGBT dans son dispositif de protection de la jeunesse (88%).

« Les résultats du sondage constituent un réel outil pour identifier des stratégies et des actions concrètes en vue de favoriser l'acceptation des LGBT dans notre société, a déclaré Frédéric Potier, préfet en mission de service public et délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT de la DILCRAH. 50% des Français déclarent avoir confiance en notre gouvernement pour pallier aux carences actuelles identifiées dans le sondage ».

Quelques malaises subsistent

Le précédent sondage révélait que les communautés LGBT évitaient certains comportements par crainte de jugement ou de représailles : il est encore difficile pour les LGBT d'exprimer leur amour en public. Ce second volet révèle en effet qu'un malaise persiste envers les personnes LGBT :

- 41% des répondants sont mal à l'aise à l'idée que des enfants voient des personnes de même sexe s'embrasser sur la bouche, ou se tenir la main en public (25%).
- 35% disent ressentir un malaise lorsque des personnes de même sexe s'embrassent sur la bouche en public.
 - Même si un tiers des personnes considèrent toujours choquant de voir deux personnes du même sexe s'embrasser dans un lieu public, en 1996, c'était le cas pour presque deux tiers des Français.
- 26% sont mal à l'aise à l'idée qu'un de leurs enfants vienne à une réunion de famille avec un conjoint du même sexe.

Par ailleurs, nous remarquons que la réalité transgenre est moins acceptée que l'homosexualité. En effet, 11% des personnes interrogées disent se sentir mal à l'aise en présence d'homosexuels de sexe opposé et 14% du même sexe, contre 27% en présence de personnes transgenre.

Des gestes encore banalisés

Bien que les Français soient de plus en plus conscients des LGBTphobies, certaines habitudes persistent. Les injures homophobes tels que « enculé » ou « pédé » sont encore très présentes au quotidien puisque 41% des Français les utilisent, que ce soit dans un moment d'énervement à l'égard de personnes appartenant à la communauté homosexuelle (4%) ou non (37%).

Ces injures sont principalement employées par les moins de 35 ans (53% contre 37% pour les plus de 35 ans) bien qu'elles soient en nette diminution : - 11 points chez les moins de 35 ans depuis 2004 alors qu'elles augmentent chez les 35 ans et plus (+ 13 points).

L'utilisation de termes péjoratifs à l'égard de personnes identifiées comme appartenant à la communauté LGBT sont employées autant dans les cercles privés (26%), scolaires (25%), que professionnels (22%). Ils le sont légèrement moins dans le cadre d'activités ou de manifestations sportives (17%).

Par ailleurs, seuls 29 % des personnes interrogées déclarent que dans la situation où l'un de leurs amis tiendrait des propos homophobes, ils tenteraient de faire changer d'avis leur ami et cesseraient de le voir dans le cas où celui-ci persisterait dans ses opinions. Pour les propos LGBTphobes, le chiffre s'élève à 67% des sondés.

« Chacun doit prendre conscience que ces injures participent à la banalisation des actes LGBTphobes, a expliqué Jasmin Roy. Il reste du chemin à faire et la Fondation est convaincue que c'est en développant les habiletés émotionnelles et relationnelles dès le plus jeune âge grâce à des outils concrets qu'on avancera vers davantage de tolérance et de bienveillance ».

« Cette seconde étude apporte des informations complémentaires au premier volet qui permet d'évaluer le chemin parcouru, ajoute Denis Quinqueton, co-directeur de l'Observatoire LGBT+ de la Fondation Jean Jaurès. Si les données sont heureusement encourageantes, elles confirment la nécessité et l'urgence d'intensifier les politiques publiques et les initiatives citoyennes en faveur d'une société où toutes et tous vivent réellement sans discrimination. »

Au Canada

En référence au sondage mené par la Fondation Jasmin Roy Sophie Desmarais à travers tout le Canada en 2017, nous remarquons que la communauté LGBT est mieux acceptée au Canada qu'en France.

Cette différence est d'autant plus notable auprès des transgenres : seuls 19% des Canadiens hétéros cisgenre disent se sentir mal à l'aise en présence de personnes transgenres contre 28% hétéros cisgenre en France. Toutefois, la question de l'utilisation des toilettes pour les personnes transgenres est plus sensible au Canada qu'en France. 25% des sondés se disent mal à l'aise quant à l'utilisation des toilettes pour les personnes transgenres contre 13% en France.

Pour consulter le sondage, visitez fondationjasminroy.com

Méthodologie

La Fondation Jasmin Roy Sophie Desmarais a mandaté Ifop pour réaliser un sondage permettant de faire le point sur certaines réalités de vie et les besoins des membres de la communauté LGBT. Cette enquête a été réalisée en partenariat avec la DILCRAH auprès d'un échantillon de 3 013 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Les entrevues ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 29 mai au 3 juin 2019.

La Fondation Jasmin Roy Sophie Desmarais

Créée en 2010, la Fondation Jasmin Roy Sophie Desmarais a comme première mission de lutter contre le harcèlement, la violence et la discrimination faites aux enfants en milieu scolaire au Québec mais aussi à travers le monde. La Fondation favorise la création de milieux positifs et bienveillants pour les élèves en soutenant et en organisant diverses initiatives qui visent une meilleure intervention auprès des victimes, des agresseurs et des témoins.

La Fondation se donne le mandat de contribuer à la recherche de solutions durables aux problèmes de violence, d'intimidation, de harcèlement et de discrimination dans tous les milieux de vie et, ultimement, à la prévention en santé mentale des jeunes. Forte de ses actions et de l'implication de son président, la Fondation Jasmin Roy Sophie Desmarais a été classée au 12e rang des organismes les plus crédibles au Québec l'année dernière selon un sondage Leger. Jasmin Roy et Sophie Desmarais, marraine de la Fondation, sont désormais enregistrés auprès des Nations Unies comme représentants de la société civile ECOSOC.

Contact presse :

VILLEMARIE - FRANCE

Hadjila Benihaddadene

hbeni@villemarierp.com

06-59-97-15-04

ZONE FRANCHE – MONTRÉAL

Morgane Lopez

mlopez@zonefranche.ca

+001 514-993-5571

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'ENQUETE

A quelques jours de la prochaine GayPride (29 juin), l'Ifop publie une enquête sur le regard des Français sur l'homosexualité, l'homoparentalité et leur degré d'adhésion aux différents préjugés et opinions LGBTPHOBES. Réalisée auprès d'un échantillon national représentatif de 3 000 personnes, cette étude met en lumière une acceptation croissante de l'homosexualité et de l'homoparentalité dans la société mais aussi la persistance de certains clichés hétérosexistes, en particulier dans les catégories de la population les plus influencées par la religion.

1- Une plus grande acceptation sociale de l'homosexualité

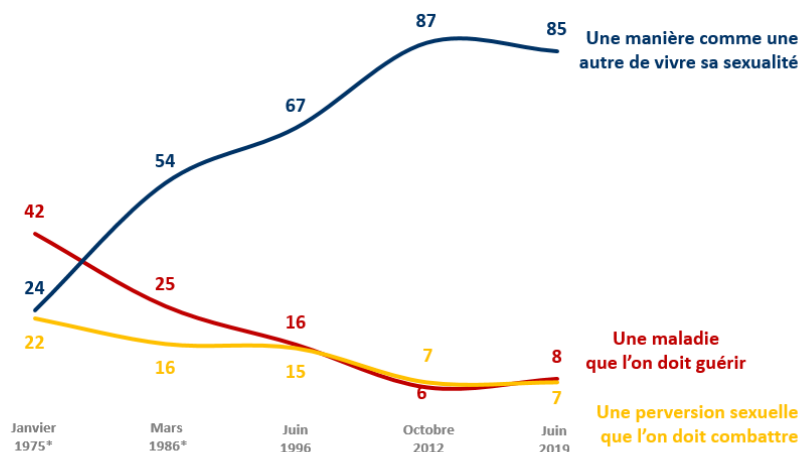
Amorcée à partir des années 1970, **cette profonde transformation des attitudes des Français à l'égard des homosexuels** s'illustre à travers la proportion croissante de Français estimant que l'homosexualité est « une manière acceptable/comme une autre de vivre sa sexualité » : de 24% en 1975, celle-ci est passée à 54% en 1986 puis à 67% en 1996 pour finir à 85% en 2019.

À l'inverse, la proportion de Français voyant dans l'homosexualité « une maladie que l'on doit guérir » ou « une perversion sexuelle que l'on doit combattre » est désormais très limitée - 15% en 2019, contre 31% en 1996 et 64% en 1975 - en dehors des catégories de la population caractérisées par un faible niveau socioculturel (22% chez les personnes sans diplôme), un niveau social inférieur à la moyenne (23% chez les personnes ayant un revenu inférieur à 800 €, 21% chez les habitants des banlieues populaires) ou par un plus fort respect des préceptes religieux comme peuvent l'être par exemple les musulmans (63%) ou les catholiques pratiquants (20%).

QUESTION : Pour vous l'homosexualité, est-ce plutôt...?

Base : ensemble des Français

ÉVOLUTION DE LA PERCEPTION DE L'HOMOSEXUALITÉ DEPUIS 1975



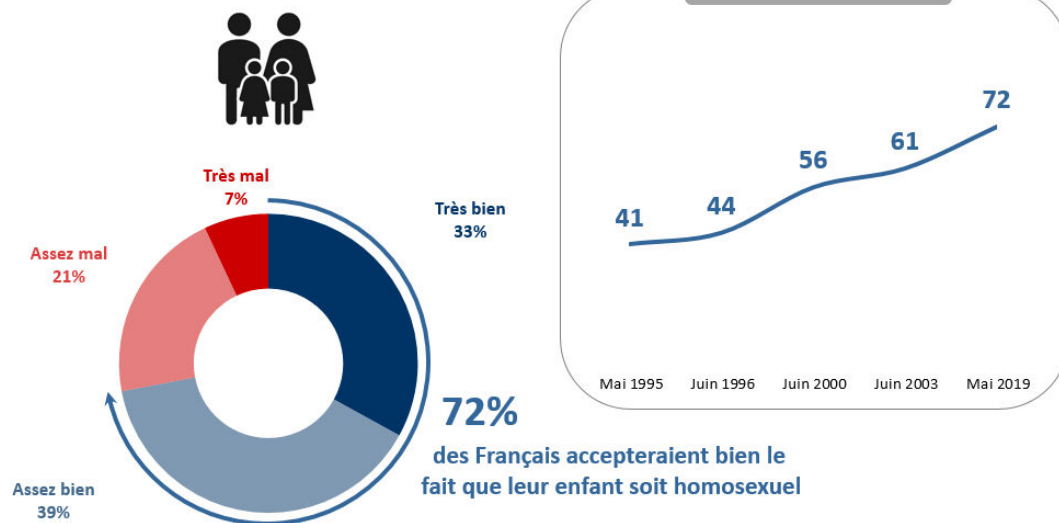
(*) Avant 1996, l'item « Une manière comme une autre de vivre sa sexualité » était formulé de la manière suivante : « Une manière acceptable de vivre sa sexualité »

Sur le long terme, **ce phénomène de normalisation de l'homosexualité apparaît également dans la proportion croissante de Français acceptant l'idée d'avoir un enfant homosexuel** : 72% l'accepteraient bien en mai 2019, contre 61% en juin 2003 et 41% en 1996, c'est-à-dire un

peu avant le débat autour de la loi instaurant le PACS en France. 20 ans après cette première reconnaissance de la conjugalité homosexuelle (1999), seules les personnes fortement imprégnées par une morale sexuelle d'inspiration religieuse rejetteraient majoritairement leur enfant si l'on en juge par le nombre de répondants qui n'accepteraient pas cette situation dans les rangs des personnes fréquentant les lieux de culte au moins une fois par semaine (57%).

QUESTION : Vous personnellement, si un de vos enfants était homosexuel, vous l'accepteriez très bien, assez bien, assez mal ou très mal ?

Base : ensemble des Français



Inhérente aux sociétés industrielles avancées affectées par la progression des valeurs « post-matérialistes » à la faveur du renouvellement générationnel, de l'amélioration du niveau de vie et de la hausse du degré d'instruction, cette plus forte acceptation sociale de l'homosexualité n'a d'ailleurs rien de spécifique à l'Hexagone : on la retrouve dans toute l'Europe de l'Ouest au regard des résultats des différents vagues de l'Eurobaromètre ou de l'European Values Survey.

2- Une tolérance plus forte à l'égard de la visibilité de l'homosexualité dans l'espace public

L'homophobie constituant avant tout pour les LGBT une forme d'injonction sociale à l'invisibilité, il est aussi intéressant de relever une diminution significative de l'intolérance à l'égard des manifestations de l'homosexualité dans l'espace public au cours des 20 dernières années.

Ainsi, la proportion de Français trouvant « choquant » qu'un couple gay s'embrasse (33%) ou « se tiennent la main » (17%) dans un lieu public a diminué de moitié depuis juin 1996 (Ifop/Le Monde) : seuls les personnes âgées de plus de 65 ans (52%) ou de confession musulmane (71%) sont aujourd'hui majoritairement choquées à l'idée qu'un couple gay s'embrassent dans la rue.

Et on observe la même tendance pour d'autres formes de visibilité des LGBT que peuvent être des manifestations à dimension festive/politique comme la Gay Pride - seuls 26% des Français en sont désormais choqués, contre 46% en 1996 - ou encore l'existence de lieux de sociabilité (ex : bars...) fréquentés par les minorités sexuelles (14% en 2019, contre 24% en 1996).

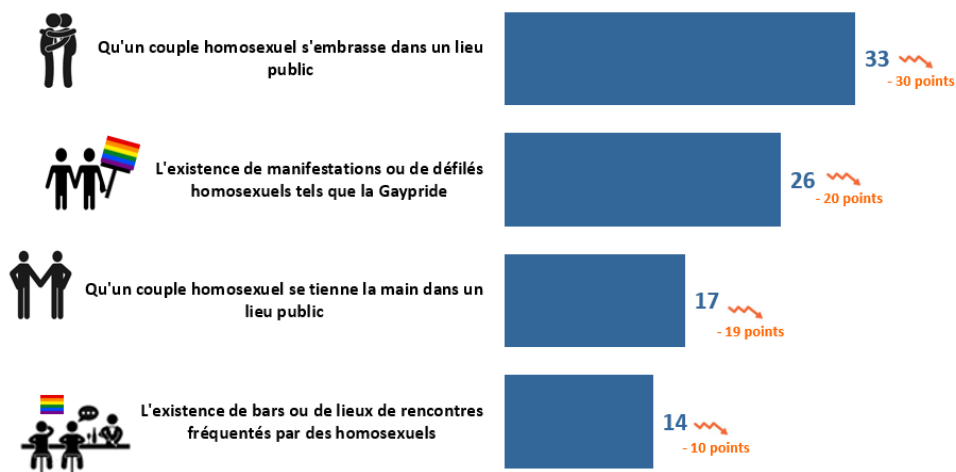
QUESTION : Vous personnellement, trouvez-vous plutôt choquant ou plutôt pas choquant... ?

Base : ensemble des Français

En hausse depuis juin 1996

En baisse depuis juin 1996

Réponses :
« Plutôt choquant »



3- Une acceptation croissante du principe d'homoparentalité

Dans le contexte actuel de débat autour de la PMA, on note que **ces deux dernières décennies ont été aussi le théâtre d'une reconnaissance accrue des modèles parentaux sortant de la norme hétérosexuelle.**

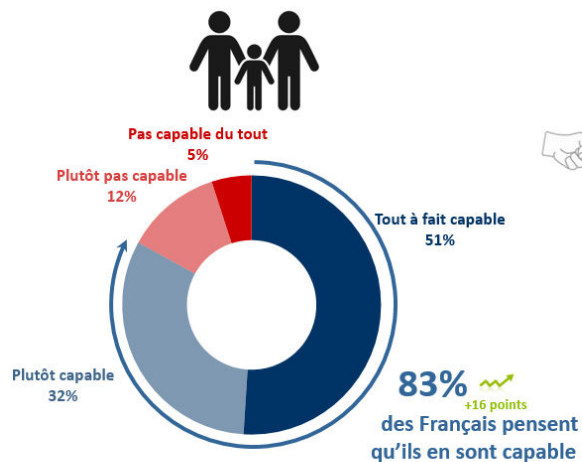
Ainsi, aujourd'hui plus de huit Français sur dix (83%) estiment qu'un couple homosexuel est capable d'assurer son rôle de parent aussi bien qu'un couple hétérosexuel, soit une proportion aussi significative (plus 16 points) depuis 2005.

QUESTION : Un couple homosexuel vous paraît-il tout à fait capable, plutôt capable, plutôt pas capable ou pas capable du tout d'assurer son rôle de parent aussi bien qu'un couple hétérosexuel...?

Base : ensemble des Français

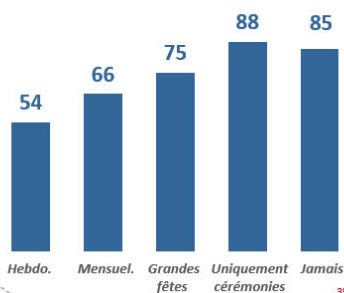
En hausse depuis Oct. 2005

En baisse depuis Oct. 2005



RÉPONSES EN FONCTION DE LA FREQUENTATION DES OFFICES RELIGIEUX

Proportion de personnes les jugeant « capable » (en %)



Étude L12 pour Rainbow Attitude réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 22 août au 28 septembre 2005 auprès d'un échantillon 1 002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. À l'époque, l'échelle de réponse était la suivante : Oui, tout à fait / Oui, plutôt / Non, plutôt pas / Non, pas du tout.

Sur ce point, il est intéressant de noter qu'il y a assez peu de différence dans l'acceptation d'une famille de lesbiennes et d'une famille de gays, **signe que paternité et homosexualité sont jugées de moins en moins incompatibles...** En effet, la proportion de Français estimant qu'un enfant peut s'épanouir de la même manière dans une famille avec deux mères (72%) que dans une famille avec un père une mère est à peu près similaire à la part de la population ayant la même opinion dans le cas où l'enfant sera élevé par deux pères (68%).

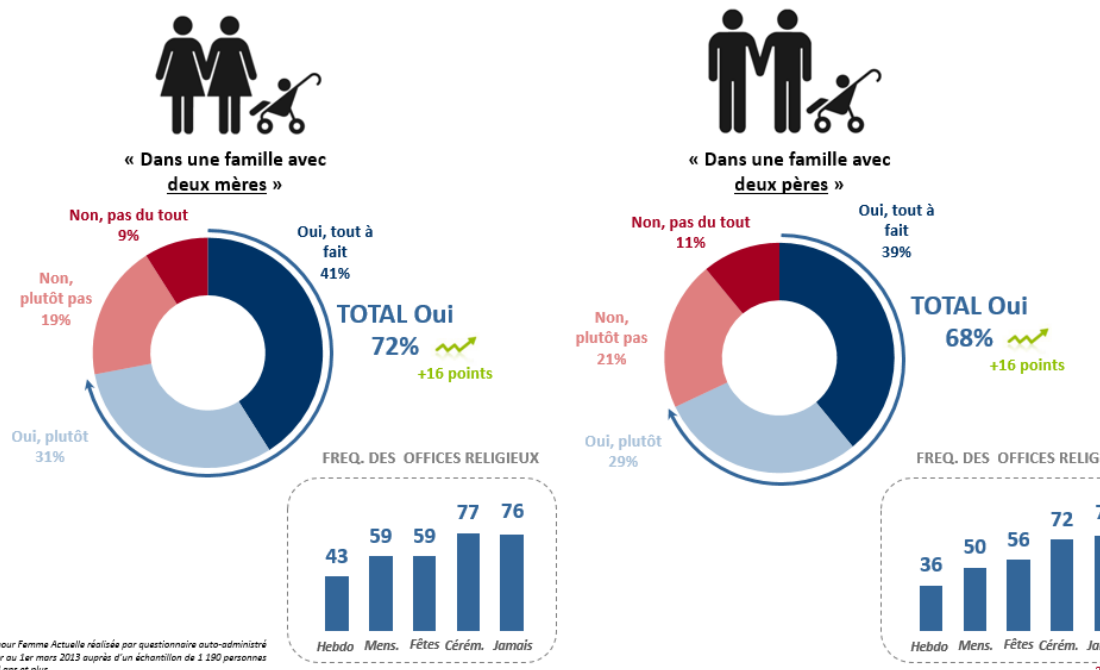
Et au regard de la nette évolution de l'opinion sur ce sujet (+ 16 points depuis 2013) par rapport au moment du débat autour de la loi Taubira, il semble bien que **l'officialisation des couples homosexuels par la loi de 2013 a fait évoluer les représentations à l'égard des couples homosexuels : la plus grande représentation des familles homoparentales dans les médias ayant sans doute contribué à « normaliser » l'image du couple homosexuel.**

QUESTION : A votre avis, un enfant peut-il s'épanouir de la même manière... ?

Base : ensemble des Français.

En hausse depuis mars 2013

En baisse depuis mars 2013



Si l'opinion publique s'est rapidement décrispée sur le sujet par rapport à ce que l'on pouvait observer durant ce moment d'intenses débats que fut l'année 2013, **il reste encore des poches de l'opinion très rétives à l'homoparentalité si l'on en juge par la proportion de Français qui estiment que « les homosexuels ne devrait pas pouvoir élever des enfants (29% en moyenne) »** dans les rangs des électeurs fillonistes de 2017 (45%) ou les personnes fréquentant régulièrement les lieux de culte (70%) tels que les catholiques pratiquants (41%) ou les musulmans (58%).

4- La persistance de clichés homophobes et transphobes

Malgré cette nette amélioration du regard des Français sur les LGBT, on observe toujours une adhésion non négligeable à certains clichés LGBTphobes.

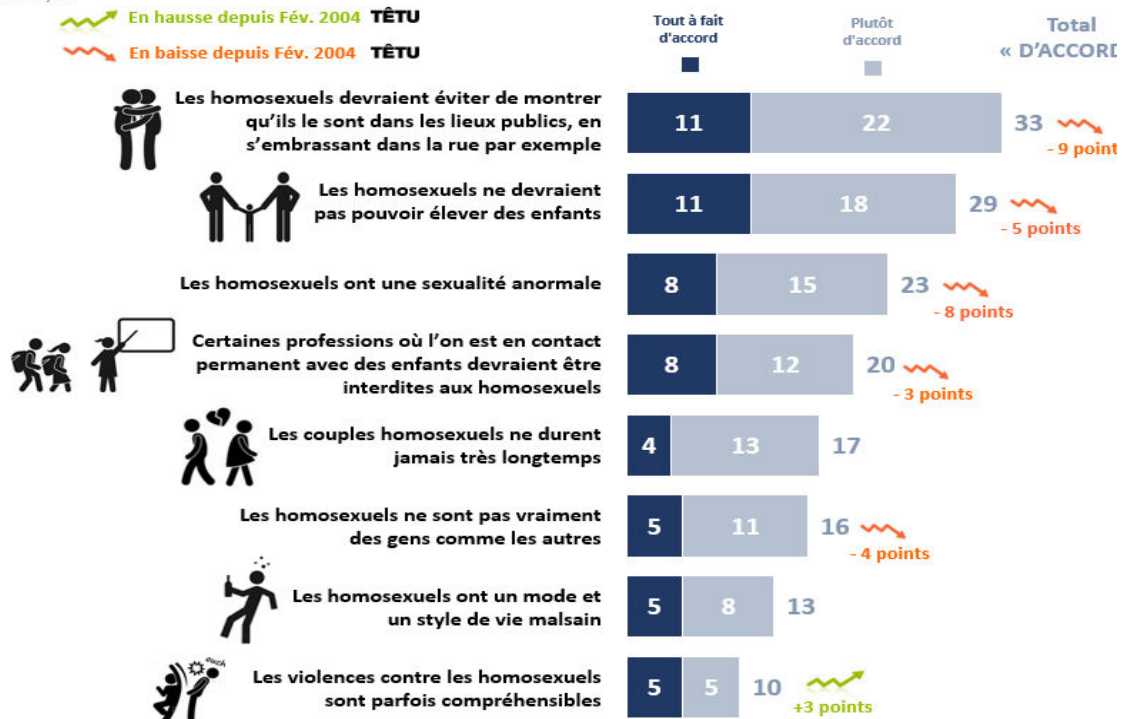
Ainsi, un Français sur cinq (20%) estime encore aujourd'hui que « certaines professions où l'on est en contact permanent avec des enfants devraient être interdites aux homosexuels », signe de la persistance d'une certaine confusion entre homosexualité et pédophilie.

De même, l'idée selon laquelle « les couples homosexuels ne durent jamais très longtemps » est encore partagée par un français sur six (17%), ce qui vient sans doute de la **tendance à réduire les gays à leur sexualité d'autant plus aisément que le climat d'opprobre entourant l'homosexualité les a longtemps incités à séparer strictement leur sexualité du reste de leur vie sociale.**

Enfin, un Français sur dix estiment que « les violences contre les homosexuels sont parfois compréhensibles » (10%, +3 points par rapport à février 2004), en particulier dans les rangs des catégories populaires (15% parmi les ouvriers, 16% pour changer les personnes ayant des revenus inférieur à 800 € par mois), des personnes non diplômées (19%) ou de confession musulmane (32%).

QUESTION : Pour chacune des affirmations suivantes, dites-moi si vous êtes personnellement tout à fait, plutôt pas ou pas du tout d'accord avec elle.

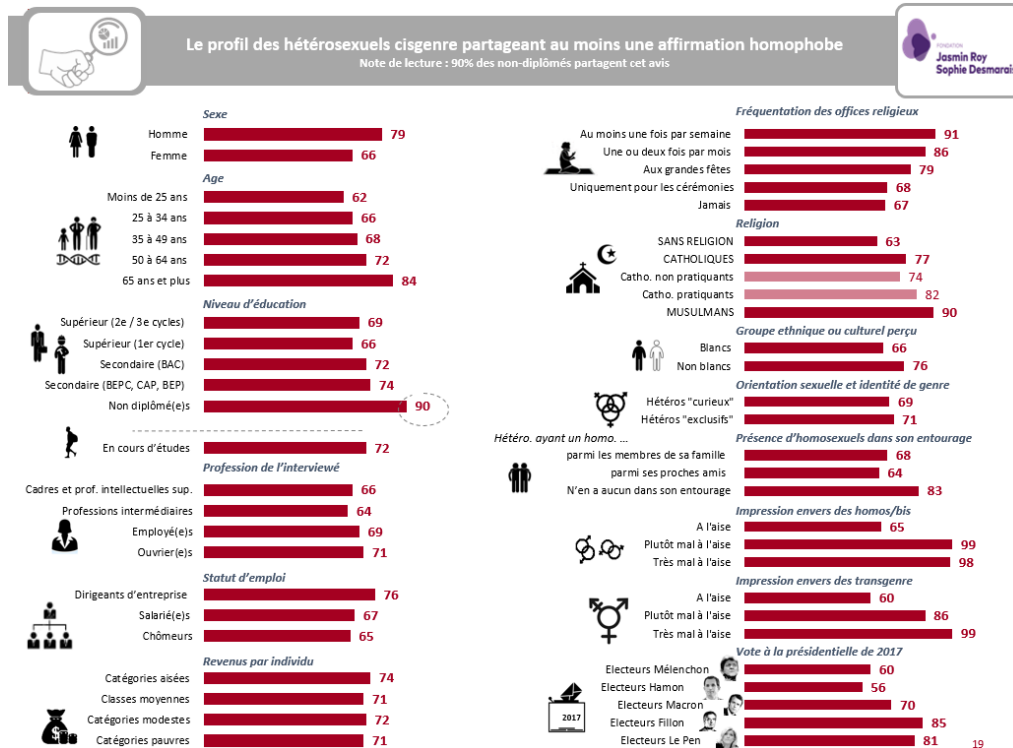
Base : ensemble des Français



Au total, l'indicateur synthétique d'adhésion à au moins une opinion ou préjugé homophobes révèle ainsi que c'est **plus de sept Français sur 10 (71%)** qui partagent au moins une idée LGBTphobe.

Et dans le détail des résultats, il apparaît là aussi que **le degré d'homophobie croît avec l'âge et la fréquence de la pratique religieuse tout en diminuant plus le niveau social et le niveau**

d'éducation augmentent. Enfin, politiquement, il est intéressant de noter que plus il se situent à droite de l'échiquier politique, plus les Français ont tendance à adhérer à au moins une idée homophobe (85% chez les électeurs Fillon 2017, contre 60% chez les électeurs Mélenchon).



5- Des Français qui réagissent plus face à des propos homophobes

Près de quatre Français sur dix (37%) déclarent utiliser le mot « pédé » ou « enculé » dans des mouvements d'énerverment à l'égard de n'importe qui. Un chiffre stable depuis 15 ans qui révèle l'étendue de l'utilisation de ces expressions, s'inscrivant de surcroit plus fortement parmi les jeunes (47% parmi les moins de 35 ans déclarent utiliser ces expressions). L'utilisation d'expressions péjoratives à l'égard de personnes ayant des comportements considérés comme homosexuels se rattache de manière générale à la jeunesse mais s'expriment plus particulièrement dans les lieux de socialisation de cette dernière : le cercle d'amis (26% l'utilisent dans ce cadre) et le milieu scolaire (25% l'utilisent dans ce contexte).

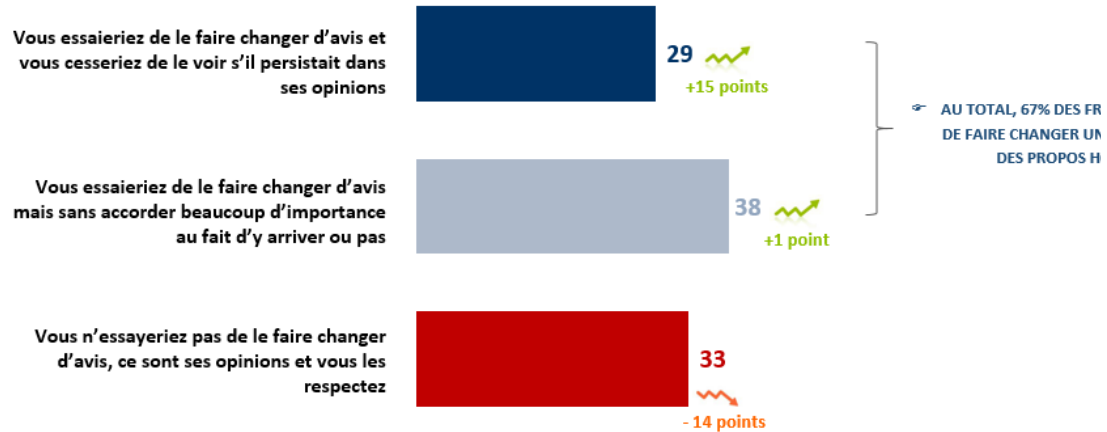
Si l'utilisation courante d'insultes à connotation homophobe ou considérées comme telles persiste à un haut niveau au sein de la société, les Français sont désormais largement majoritaires (67% contre 51% en 2004) à ne plus rester passifs face à des propos homophobes : 29% essaieraient de faire changer d'avis la personne en question et cesseraient de la voir si elle persistait (contre 14% il y a 15 ans) et 38% essaieraient de la faire changer d'avis sans pour autant accorder d'importance au fait d'y arriver ou pas.

QUESTION : Nous allons maintenant parler de l'homophobie, c'est à dire de toute manifestation, avouée ou non, d'exclusion ou de violence à l'encontre de personnes en raison de leur homosexualité. Si vous aviez un propos homophobe, de laquelle des attitudes suivantes vous sentiriez-vous le plus proche ?

Base : ensemble des Français

 En hausse depuis Fév. 2004 **TÊTU**

 En baisse depuis Fév. 2004 **TÊTU**



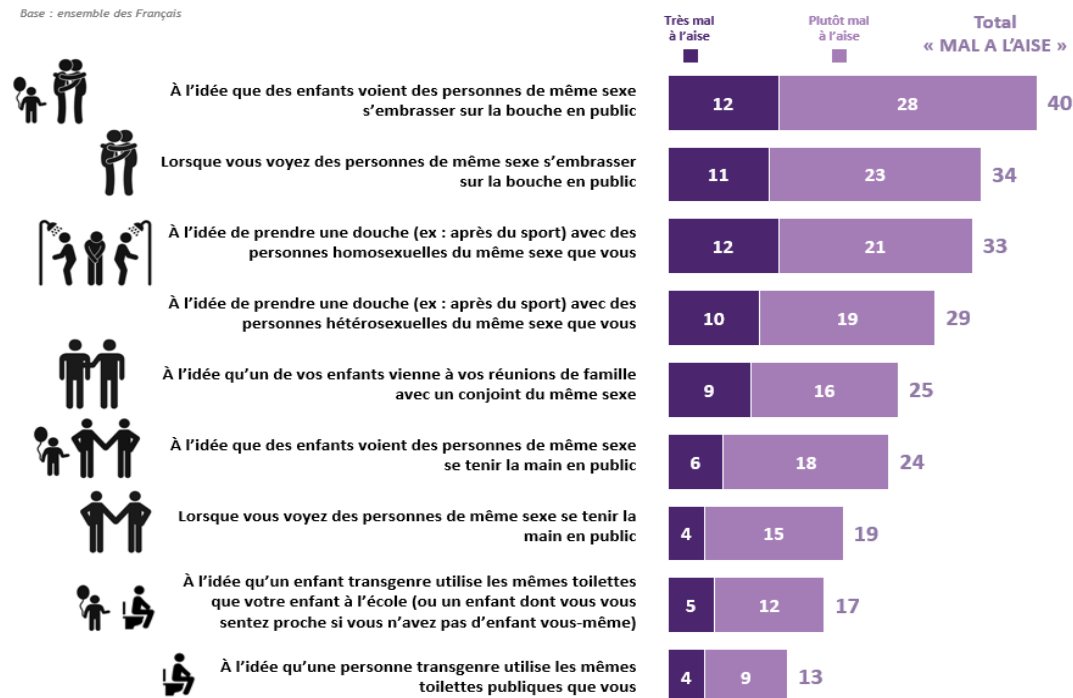
Le malaise à l'égard des personnes LGBT se ressent particulièrement vis-à-vis de situations ou de contextes où la norme non-hétérosexuelle se voit et s'affiche. Ainsi, **34% des personnes interrogées seraient mal à l'aise de voir s'embrasser deux personnes de même sexe en public et même 40% de les voir le faire devant des enfants.**

Au sein de l'espace privé, mais en situation de représentation sociale, le malaise persiste pour un quart des Français : 25% d'entre eux seraient mal à l'aise si un de leurs enfants venait à une réunion de famille avec un conjoint de même sexe.

Signe d'une raréfaction de la douche collective, près d'un tiers des personnes interrogées se déclarent mal à l'aise à l'idée de prendre une douche avec des personnes homosexuelles (33%) mais aussi hétérosexuelles (29%). Dans un contexte d'intimité similaire, près de deux Français sur dix (17%) seraient mal à l'aise à l'idée qu'une personne transgenre utilise les mêmes toilettes que leur enfant et même 13% qu'elle utilise les mêmes toilettes qu'eux directement.

QUESTION : Actuellement, jusqu'à quel point êtes-vous à l'aise ou mal à l'aise...?

Base : ensemble des Français



François Kraus
Pole Politique/Actualités de l'Ifop

POUR CITER CETTE ETUDE , IL FAUT UTILISER A MINIMA LA FORMULATION SUIVANTE :

« Étude Ifop pour la [Fondation Jasmin Roy Sophie Desmarais](#) et la DILCRAH réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 29 mai au 3 juin 2019 auprès de 3 013 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. »

LE POINT DE VUE DE FRANÇOIS KRAUS (IFOP)

« Si l'homophobie au sens strict a fortement régressé, notamment depuis les premiers modes de reconnaissance juridique de la conjugalité et de la parentalité homosexuelle, force est de constater que des formes d'hétérosexisme restent prégnantes dans certains pans de la population qui adhèrent par exemple aux injonctions faites aux LGBT à rester invisibles ou en dehors de certains droits (ex : parentalité). Des poches hétérosexistes persistent donc dans l'opinion, en particulier chez les personnes ayant un faible niveau socio-culturel, côtoyant peu de LGBT au quotidien ou encore sensibles à une rhétorique religieuse et une morale sexuelle très rigoriste pour ne pas réactionnaire. Symptomatique d'une tendance à la tolérance plus qu'à la banalisation de la place des LGBT dans la société, l'acceptation croissante du principe d'homosexualité ne doit donc pas être confondue avec sa normalisation intégrale.